Déplorant que l'Assemblée générale n'ait pas encore réussi à atteindre son objectif, à savoir la réalisation d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires, en dépit des vingt et une résolutions successives qui ont été adoptées à ce sujet,

Déplorant en outre que la détermination qu'ont manifestée les parties initiales au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963³⁰, de poursuivre les négociations en vue de mettre fin pour toujours à tous les essais d'armes nucléaires n'ait pas eu jusqu'à présent les résultats souhaités,

Rappelant ses résolutions 1762 A (XVII) du 6 novembre 1962 et 2828 A (XXVI) du 16 décembre 1971, par lesquelles elle a condamné tous les essais d'armes nucléaires sans exception,

1. *Réaffirme une fois encore avec la plus grande insistance* sa condamnation de tous les essais d'armes nucléaires;

2. *Réaffirme sa conviction* que, quelles que soient les divergences qui puissent exister sur la question de la vérification, il n'y a aucune raison valable de différer la réalisation d'un accord sur une interdiction complète des essais d'armes nucléaires selon le type envisagé dans le préambule du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau;

3. *Demande instamment de nouveau* aux gouvernements des Etats dotés d'armes nucléaires de mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires dans les plus brefs délais, et en tout état de cause au plus tard le 5 août 1973, soit par la conclusion d'un accord permanent, soit par celle de moratoires unilatéraux ou négociés;

4. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente résolution aux Etats dotés d'armes nucléaires et d'informer l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, de toutes mesures que ces derniers auront adoptées en vue de son application.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

2935 (XXVII). Application de la résolution 2830 (XXVI) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1911 (XVIII) du 27 novembre 1963, 2286 (XXII) du 5 décembre 1967, 2456 B (XXIII) du 20 décembre 1968, 2666 (XXV) du 7 décembre 1970 et 2830 (XXVI) du 16 décembre 1971,

Rappelant en particulier que dans quatre de ces résolutions elle a adressé des appels aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils signent et ratifient le plus rapidement possible le Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco),

Ayant noté que le Gouvernement de la République populaire de Chine a fait, le 14 novembre 1972, la déclaration solennelle suivante :

"Le Gouvernement chinois a déclaré à plusieurs reprises que la Chine ne serait jamais et en aucun cas la première à utiliser des armes nucléaires. En tant qu'engagement précis concernant la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine, je déclare maintenant solennellement au nom du Gouvernement chinois que jamais la Chine n'utilisera ou ne menacera d'utiliser des armes nucléaires contre des pays non nucléaires d'Amérique latine et la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine, pas plus qu'elle n'expérimentera, ne fabriquera, ne produira, ne stockera, n'installera ou ne déploiera d'armes nucléaires dans ces pays ou dans cette zone, ou n'enverra des moyens de transport ou des vecteurs d'armes nucléaires à travers le territoire, les eaux territoriales ou l'espace aérien des pays d'Amérique latine³¹".

1. *Réaffirme sa conviction* que la coopération des Etats dotés d'armes nucléaires est nécessaire pour que tout traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires ait le maximum d'efficacité et que cette coopération doit se traduire par des engagements contractés également dans un instrument international solennel ayant pleine valeur obligatoire, tel qu'un traité, une convention ou un protocole;

2. *Rappelle avec une satisfaction particulière* que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique sont devenus parties au Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) en 1969 et en 1971, respectivement;

3. *Accueille également avec satisfaction*, comme mesure préliminaire, la déclaration solennelle formulée par le Gouvernement de la République populaire de Chine le 14 novembre 1972, par laquelle ce gouvernement a contracté des obligations analogues à celles qu'entraîne le Protocole additionnel II au Traité pour les Etats qui y sont parties, et invite le Gouvernement chinois à s'efforcer de trouver les moyens qui lui permettront d'adhérer au Protocole le plus tôt possible;

4. *Déplore* que les deux autres Etats dotés d'armes nucléaires n'aient pas encore répondu aux appels pressants que l'Assemblée générale leur a adressés dans quatre résolutions distinctes et les prie à nouveau instamment de signer et de ratifier sans plus tarder le Protocole additionnel II au Traité;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session une question intitulée "Application de la résolution 2935 (XXVII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)";

6. *Prie* le Secrétaire général de transmettre la présente résolution aux Etats dotés d'armes nucléaires et d'informer l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, de toute mesure qu'ils auront adoptée en vue de son application.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

³⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n° 6964, p. 43.

³¹ Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine (voir A/C.1/1028).